

Master Droit européen parcours Relations économiques internationales

Domaine :

Droit - Economie - Gestion

Mention :

Droit européen

UFR/Institut :

UPEC - UFR de Droit

Type de diplôme :

Master

Niveau(x) de recrutement :

Bac + 3

Niveau de diplôme :

Bac + 5

Lieu(x) de formation :

Créteil - Campus André Boulle

Durée des études :

2 ans

Accessible en :

Formation initiale,
Formation continue

Présentation de la formation

Le Master Droit européen, parcours « Relations économiques internationales », permet l'acquisition d'une connaissance approfondie du droit européen, dans la diversité de ses champs : droit de l'Union européenne, droit de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, droit international économique et les branches des droits nationaux sous influence européenne. Il propose l'acquisition de compétences juridiques adaptées à l'interdépendance croissante des systèmes juridiques nationaux et européens. Il entend former des juristes de haut niveau, capables d'apporter des expertises et des savoir-faire, de plus en plus requis dans les activités professionnelles et le monde des affaires.

Capacité d'accueil

Effectif non différencié en M1 : 40 à 60 ; effectif du parcours en M2 : de 15 à 25

Compétence(s) visée(s)

- Organiser des opérations juridiques complexes à l'échelle supranationale,
- Maîtriser les montages contractuels internationaux et européens,
- Intervenir dans des contentieux mobilisant le droit de l'UE
- Conseiller les acteurs économiques et politiques qui définissent des stratégies à une échelle supranationale
- Formuler des recommandations pour le développement des politiques publiques associées à l'intégration européenne
- Mettre en œuvre l'ensemble de ces compétences en anglais

Poursuites d'études

Les débouchés en matière de poursuite d'études sont le doctorat, l'inscription dans une école de commerce, la poursuite du cursus européen au sein d'écoles européennes d'excellence, comme le Collège d'Europe (à Bruges et à Natolin) ou l'Institut universitaire européen de Florence.

Débouchés professionnels

services juridiques des entreprises, la fonction publique nationale ou européenne, la magistrature, les organismes de conseil (Think Tanks) ou de lobbying.

Environnement de recherche

L'ensemble de la mention droit européen est adossé au laboratoire MIL. Ce laboratoire développe de longue date une activité de recherche en droit européen, tant sous l'angle du droit public que du droit privé.

Organisation de la formation

Master I Droit européen - tronc commun

SEMESTRE 1

Intitulé UE 1 - Unité principale

ECUE 1- Système juridique et contentieux de l'Union européenne

(33h CM, 15h TD, 6 ECTS)

ECUE 2- Théorie générale du droit international privé (33 h CM, 15h TD, 6 ECTS)

Intitulé UE 2- Unité dominante

ECUE 1 – Droit de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (33h CM, 3 ECTS)

ECUE 2- International Business and Arbitration Law (33h CM, 3 ECTS)

ECUE 3 – Droit économique international (33h CM, 3 ECTS)

ECUE 4 – Anglais juridique (33h TD, 3 ECTS)

Intitulé UE 3- Unité complémentaire

ECUE 1 – 1 matière au choix parmi : sûretés, instruments de paiement et de crédit, nationalité et condition des étrangers, droit d'auteur, droit social international et européen, droit de la consommation, droit public économique, droit et contentieux constitutionnel approfondi, méthodologie des épreuves administratives et concours (33h CM, 3 ECTS)

ECUE 2 – 1 matière au choix parmi la liste précédente (33h CM, 3 ECTS)

SEMESTRE 2

Intitulé UE 1 – Unité principale: 2 matières obligatoires avec TD :

ECUE 1 – 1 matière au choix parmi : Droit du marché intérieur, Droit international privé des affaires, Droit européen de la concurrence (33h CM, 15 TD, 6 ECTS)

ECUE 2 – 1 matière au choix parmi les 2 matières non choisies au titre de l'ECUE 1 : Droit du marché intérieur, Droit international privé des affaires, Droit européen de la concurrence (33h CM, 15 TD, 6 ECTS)

Intitulé UE 2- Unité dominante

ECUE 1 – 1 matière non choisie au titre de l'UE 1 : Droit du marché intérieur, Droit international privé des affaires, Droit européen de la concurrence (33h CM, 3 ECTS)

ECUE 2 – Politiques européennes (33h CM, 3 ECTS)

ECUE 3 – Grands systèmes de droit contemporains (33h CM, 3 ECTS)

ECUE 4 – Anglais juridique (33h TD, 3 ECTS)

Intitulé UE 3- Unité complémentaire

ECUE 1 – 1 matière au choix : procédures d'insolvabilité, droit des marchés financiers, droit des transports, propriété industrielle, droit pénal des affaires, introduction au droit du numérique, économie européenne et internationale, droit de l'environnement, contentieux administratif, histoire des fondements juridiques de l'Europe, droit des contrats publics, préparation aux concours administratifs, droit de la fonction publique, droit de la communication (33h CM, 3 ECTS)

ECUE 2 – 1 matière au choix parmi la liste précédente (33h CM, 3 ECTS)

Master 2 Droit européen – Parcours Relations économiques internationales

SEMESTRE 1

UE 1 Unité principale

ECUE 1- External Relations of the EU 1 (25h CM, 6 ECTS)

ECUE 2- Droit international privé des contrats (20h CM, 6 ECTS)

UE 2 Unité dominante

ECUE 1- Pratique du droit européen de la concurrence (25h CM, 3 ECTS)

ECUE 2- Systèmes judiciaires étrangers (25h CM, 3 ECTS)

ECUE 3- 1 matière au choix : Droit approfondi des contrats ou Techniques contractuelles (20h CM, 3 ECTS)

UE 3 Unité complémentaire

ECUE 1 – Cliniques de droit européen ou international (25h CM, 9 ECTS)

SEMESTRE 2

UE 1 Unité principale

ECUE 1 – External Relations of the EU 2 (25h CM, 6 ECTS)

UE 2 Unité dominante

ECUE 1 – Droit européen des contrats (25h CM, 3 ECTS)

ECUE 2 – Droit comparé des affaires (25h CM, 3 ECTS)

ECUE 3 – 1 matière au choix: Droit comparé des contrats ou Droit européen de la propriété intellectuelle (25h CM, 3 ECTS)

ECUE 4 – 1 matière au choix: Droit du commerce international ou Analyse économique du droit (15h CM, 3 ECTS)

ECUE 5 – 1 matière au choix : Droit international et relations économiques ou Droit des opérations commerciales internationales (20h CM, 3 ECTS)

Unité complémentaire

ECUE 1 – Stage ou mémoire de recherche (3 mois, 9 ECTS)

Stage / Alternance

Les étudiants doivent obtenir par eux-mêmes un stage juridique d'une durée de 3 mois, en lien avec les champs disciplinaires de la formation. Les structures susceptibles de les accueillir sont les suivantes : services juridiques d'entreprises, cabinets d'avocats, juridictions nationales et européennes, institutions nationales et européennes, ONG, conseils de gestion. Le stage a lieu après la fin des cours ou à temps partiel en dehors des cours. Ses conditions sont précisées dans une convention de stage, signée par les directeurs du Master. Il donne lieu à la rédaction d'un rapport de stage, soutenu devant un jury, composé d'universitaires et de praticiens, en juillet ou en septembre.

Contrôle des connaissances

Contrôle continu et examen final (sous forme écrite ou orale) à la fin de chaque semestre. Une deuxième session est organisée en septembre.

Appréciation du mémoire ou de la consultation juridique préparée dans le cadre des Cliniques de droit (concours de plaidoirie).

Rédaction et soutenance d'un mémoire ou d'un rapport de stage.

Calendrier pédagogique

Les cours sont divisés en deux semestres.

1er semestre : Les cours se déroulent entre mi-septembre et début décembre. Les examens ont lieu du 14 au 23 décembre.

2nd semestre : Les cours se déroulent entre début janvier et fin mars. Les examens ont lieu sur dix jours fin mars/début avril. La réalisation du mémoire/rapport de stage a lieu entre début avril et fin juin ou fin août (la soutenance a respectivement lieu début juillet ou début septembre).

Modalités d'admission en formation initiale

Les candidats au Master 1 doivent être titulaires d'une Licence ou d'un diplôme (français ou étranger) jugé équivalent. L'obtention d'une mention est souhaitable.

Les candidats au Master 2 sont sélectionnés sur dossier qui doit inclure :

- le CV
- l'attestation de réussite à la Licence et au Master 1 (ou diplômes équivalents)
- le relevé des notes du Master 1 et des trois années de la Licence
- une attestation de la capacité de suivre des cours en anglais
- une lettre de motivation indiquant les motifs du choix de la formation, le projet professionnel de l'étudiant et tout autre renseignement jugé nécessaire/opportun.

Modalités d'admission en formation continue

Sur entretien avec les responsables de la formation. Le candidat doit justifier d'une activité professionnelle en lien avec les champs disciplinaires de la formation.

Partenariats

La formation a des partenariats avec des établissements d'enseignement supérieur étrangers adaptés à la finalité de la formation. Il s'agit de deux catégories suivantes :

- d'une part, les Universités de Mayence (Mainz) et Rey Juan Carlos de Madrid, avec lesquelles l'UPEC propose un double diplôme. Les étudiants allemands et espagnols inscrits en double diplôme suivent l'année du Master 1 « Droit européen ».

- d'autre part, les Universités de Freie-Berlin, ESADE-Barcelone, Bocconi-Milan, Maastricht, WU-Vienne, Saint-Gallen, Nova de Lisbonne et SMU-Singapour, qui forment avec l'UPEC, le réseau universitaire THEMIS. Les étudiants des Universités partenaires suivent principalement les cours du Master Droit européen.

Responsables pédagogiques

Arnaud de Nanteuil
arnaud.de-nanteuil@u-pec.fr

Secrétariat

Bureau 13
Rez-de-Chaussée - Bâtiment Boulle
83-85 Avenue du Général de Gaulle
94000 Créteil
meuropeen-droit@u-pec.fr
01 56 72 60 37

